

Dossier : histoire et école

Autor(en): **Heimberg, Charles / Busch, Michel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **8 (1992)**

PDF erstellt am: **27.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520163>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DOSSIER: HISTOIRE ET ÉCOLE

La décision du Département de l'Instruction publique du Canton de Genève de choisir le «Chevallaz» comme manuel d'enseignement de l'histoire dans les classes du Cycle d'orientation, et la diffusion dans les classes secondaires du Canton de Vaud d'un manuel nouveau consacré à l'Histoire du Pays de Vaud, ont suscité des réserves parmi les enseignants des deux cantons. Nous publions ci-dessous deux textes: le premier, de Charles Heimberg, se fait l'écho des critiques formulées par de nombreux enseignants genevois; dans le second, Michel Busch reprend, avec quelques modifications, un article écrit pour l'hebdomadaire *Domaine Public* (D.P. 1056/17.10.1991). Les deux historiens se posent la question de la place faite au mouvement ouvrier dans l'histoire présentée à l'école, et ils se demandent si notre association n'aurait pas là un rôle concret à jouer (Voir le P.V. de l'A.G. 1991). Ils proposent la création d'un groupe de travail pour la réunion d'informations et de documents qui puissent aider les maîtres d'histoire — souvent non-spécialistes — à combler les lacunes des manuels officiels.

La nouvelle édition du «Chevallaz»: une histoire contemporaine du seul point de vue des vainqueurs?

«Les Indiens, peu nombreux, n'ont pas opposé grande résistance aux envahisseurs qui, pour quelques tonneaux de rhum, se font céder d'immenses territoires. Il faut bientôt les protéger et leur créer des "réserves" où ils pourront vivre relativement en paix.» (volume III, page 246)

C'est par ce court paragraphe que l'histoire contemporaine des Indiens d'Amérique du Nord est présentée dans un ouvrage récemment mis à jour et adopté pour toutes les classes de 9^{ème} année

au Cycle d'Orientation du canton de Genève. Les violences et les massacres subis par ces populations indiennes y sont superbement ignorés. Et le hasard veut que ce texte parvienne aux élèves à la veille du demi-millénaire de la «découverte de l'Amérique» (dont la célébration devrait être l'occasion pour le monde occidental d'une vraie réflexion sur ses responsabilités à l'égard des oubliés de la croissance, de la prospérité et du développement).

L'auteur de cet ouvrage ? Georges-André Chevallaz, ancien conseiller fédéral radical, ancien chef du Département militaire de la dernière période de la guerre froide, moment de croissance et de maturité pour les activités de fichage du Ministère public de la Confédération comme pour celles de l'armée secrète P-26. Celui-là même dont la qualité d'historien avait suscité l'ironie de l'émission télévisée «Le fond de la corbeille» après qu'il eut déclaré que la conservation de documents relatifs à cette fameuse armée secrète ne lui paraissait guère utile...

Lorsqu'elle est écrite par l'un de ses propres acteurs, l'histoire ne va évidemment pas sans poser quelques problèmes. S'il est indéniable que le discours historique ne saurait être unique ou définitivement vrai, s'il est illusoire de prétendre à l'impartialité absolue d'une histoire qui reflète nécessairement les interrogations du présent, il n'en est pas moins souhaitable que le rôle de l'historien soit surtout de faire connaître, de tenter d'expliquer le passé dans une perspective ouverte et si possible non réductrice. C'est pour cela que l'on est en droit d'attendre de la part d'un historien-acteur une prudence et une honnêteté accentuées dans les domaines qui concernent plus particulièrement sa propre biographie.

A ce propos, et avant d'aborder les aspects plus généraux de l'orientation de cette nouvelle édition de l'ouvrage de l'ancien conseiller fédéral, il faut malheureusement relever une anecdote révélatrice qui concerne l'histoire très récente de la Suisse. L'auteur propose en effet une photographie d'Elisabeth Kopp avec comme seul commentaire qu'elle est «la première femme élue au gouvernement fédéral en 1984 où elle siègera quatre ans» (IV, 268); voilà qui relève pour le moins de la maladresse. Certes, les adolescents genevois ne se contenteront pas de regarder les images, et ils auront donc appris, quatre pages auparavant, en tout petits caractères et dans une marge, que Mme Kopp a dû démissionner «pour un coup de téléphone familial qui dérogeait regrettablement à ses devoirs de discrétion». Mais le livre ne leur en dira pas plus sur ce qui a motivé l'appel télé-

phonique en question... alors que c'était précisément là un thème où l'on était en droit d'attendre de M. Chevallaz un effort minimal d'information.

Dans un entretien radiophonique de fraîche date, Georges-André Chevallaz a réaffirmé que les derniers événements des pays de l'Est démontraient l'importance des personnalités, bonnes ou mauvaises, dans l'histoire. Le communisme soviétique aurait-il pu mourir avant la fin du siècle sans Gorbatchev ni Eltsine ? Pour cet auteur, la réponse (négative) à cette question semble aller de soi : les grands hommes peuvent changer le cours de l'histoire.

C'est sans doute pour cela que les deux tomes qui viennent d'être introduits dans les écoles genevoises regorgent de portraits psychologiques susceptibles d'éclairer tel ou tel événement historique. On y retrouve un tzar Alexandre Ier bien disposé à l'égard de la Suisse parce que Frédéric-César de Laharpe a été son précepteur (III, 119); une reine Victoria qui, ayant perdu son mari prématurément, «restera constamment fidèle à sa mémoire et à ses principes» (III, 217); un Guillaume II au «tempérament mal équilibré», «impulsif, impressionnable, orgueilleux» (III, 232); etc.

Les individus ainsi décrits sont en général ceux que l'on trouve aux postes de commande. Et la précision biographique de l'auteur est plutôt sélective, très discrète notamment en ce qui concerne les symboles de mouvements d'opposition (la communarde Louise Michel n'est ainsi pas plus digne d'intérêt que le soixante-huitard Daniel Cohn-Bendit), et parfois étonnamment incomplète puisqu'il faut lire attentivement les notes en petits caractères dans la marge pour savoir que le capitaine Dreyfus... était juif (III, 229). Le rôle primordial des personnalités historiques et de leur psychologie apparaît aussi parfois dans la présentation des événements, comme par exemple lors de la démission du Général de Gaulle dont l'interprétation en fait une victime de la «lassitude», de «l'intransigeance déçue» (IV, 204).

Cette conception de l'histoire basée avant tout sur les événements et les individualités marquantes est évidemment réductrice, elle laisse un espace limité aux thèmes culturels, économiques et sociaux (si ce n'est pour s'extasier par exemple sur les effets bénéfiques du «progrès»), elle ne donne guère lieu à des interrogations quant à l'interprétation des faits du passé. Elle contient maints préjugés ou jugements qui ne veulent pas dire leur nom et reflètent bien évidemment l'idéologie de leur auteur.

Si l'intérêt de l'ouvrage pour les écoles genevoises résidait en particulier dans l'attention qu'il porte à l'histoire suisse, c'est malheureusement ce domaine qui est le plus marqué par une orientation se démarquant de tout sens critique, privilégiant la cohésion nationale au détriment de toute dimension de rupture.

La guerre du Sonderbund est ainsi réduite à la campagne précise, rapide et modérée d'un Guillaume-Henri Dufour «dégagé de toute passion partisane» et qui a permis d'éviter une intervention étrangère (III, 133). L'introduction successive d'une nouvelle Constitution y est certes évoquée, mais ce n'est que dans un autre chapitre, 71 pages plus loin, que l'on apprend que «la Constitution fédérale impose aux cantons une organisation démocratique» (III, 204).

Si le «différend opposant les Romands aux Alémaniques» au cours de la Grande Guerre est brièvement signalé, ses causes ne sont guère explicitées, et le portrait du général Wille par Ferdinand Hodler n'est accompagné d'aucune information complémentaire, notamment sur ses liens personnels avec les hautes sphères de l'Allemagne prussienne.

Quant à la grève générale qui a suivi, si sa description est bien rapide, et si les causes objectives du mécontentement populaire de l'époque sont quand même évoquées, l'auteur n'en introduit pas moins subrepticement l'idée d'une influence étrangère préalable, liée à la présence en Suisse de réfugiés comme Lénine, et qui expliquerait en partie un tel événement aussi peu ordinaire pour la Suisse (IV, 246-247).

Enfin, en ce qui concerne la Seconde Guerre Mondiale, on relèvera sans surprise que pour Georges-André Chevallaz, grâce à une armée qui était «prête à remplir sa mission» et dont le commandant, le général Guisan, a affirmé «la volonté de résistance», la Suisse a pu faire face aux dangers qui la menaçaient, «sauvegarder, conformément au droit des neutres, ses relations commerciales avec les deux camps», accueillir des réfugiés, même s'il a fallu en «limiter le nombre» et «en refouler à la frontière». Malgré tous les débats ouverts par l'historiographie de ces trente dernières années (notamment sur les questions des réfugiés et de la collaboration économique avec l'Allemagne nazie), cette description de l'attitude de la Suisse entre 1939 et 1945, basée en priorité sur les concepts de cohésion nationale ou de neutralité active, ne contient guère d'interrogations ou remarques critiques, et frise même la complaisance (IV, 251-255)...

D'une manière plus générale, ces exemples montrent combien les généraux suisses constituent aux yeux de l'auteur une sorte de Panthéon intouchable de l'histoire nationale. Cette orientation est d'ailleurs renforcée par l'insistance avec laquelle l'ouvrage met en avant le concept de «neutralité active» qui est censé justifier, depuis 1815, la politique militaire de la Suisse. L'extrait d'un texte de Raymond Aron sur la dissuasion efficace de la neutralité helvétique tel qu'il est proposé en plein chapitre sur la dernière guerre est particulièrement révélateur de cette orientation (IV, 252). Le rôle central de l'armée dans l'histoire nationale est ainsi systématiquement relevé, mais ni les cas de mobilisations de la troupe contre le mouvement ouvrier ou la population, ni la fusillade meurtrière de 1932 à Genève ne sont signalés. N'est-ce pas là précisément ce que l'on pouvait craindre de la part d'un ancien chef du Département militaire fédéral ?

Si l'ouvrage de l'historien vaudois cède aux tentations mythiques de l'historiographie nationale la plus traditionnelle, il faut aussi constater, comme l'illustre son regard sur les Indiens d'Amérique, qu'il s'agit essentiellement, et même exclusivement, d'une histoire centrée sur les vainqueurs, présentant le seul point de vue des éléments dominants de la planète et des sociétés évoquées. L'avertissement adressé en introduction aux enseignants signale bien que le texte porte prioritairement son attention sur l'histoire du monde occidental, mais on peut quand même regretter la place secondaire et la pauvreté des informations concernant non seulement d'autres civilisations, mais aussi les plus faibles au sein de la civilisation occidentale. Ainsi en est-il du mouvement ouvrier dont l'histoire est négligée. Dans le même sens, les effets sociaux de la révolution industrielle sont largement ignorés, et les améliorations de la condition ouvrière paraissent tomber du ciel, «soit qu'on cédât aux revendications des syndicats, soit que les pouvoirs publics prissent l'initiative de mesures sociales amplement justifiées» (III, 216). Dans le monde de M. Chevallaz, il n'y a pas tellement de luttes sociales, mais il y a de bons gouvernements...

Même si la dernière mise à jour de l'ouvrage évoque la fin de la guerre froide, il semble bien que l'esprit de l'auteur soit encore imprégné de conceptions typiques de cette période. Par exemple, dans son allusion à la Guerre d'Espagne, un peu à l'image de ce qu'il a dit de la grève générale de 1918, c'est l'Internationale communiste qui «recrute de son côté, dans tous les pays, des combattants pour

l'armée républicaine», mais il ignore l'émotion suscitée en Europe par le putsch de Franco et l'atteinte qu'il a représenté à l'égard de l'idéal démocratique (IV, 55).

Enfin, il faut relever une discrétion étonnante et peu acceptable à l'égard de l'un des phénomènes les plus marquants de l'histoire contemporaine, le nationalisme. L'ouvrage n'en propose aucune définition générale pour tout le XIXe siècle, il n'y fait guère allusion que par rapport au pangermanisme, alors que son analyse des causes de la Grande Guerre privilégie le thème des alliances diplomatiques et de la poudrière des Balkans, malgré un titre prometteur sur le choc des impérialismes. (III, 257-266). Dans ces conditions, il est bien difficile d'expliquer la tragédie qui s'enclenche en 1914 et la montée des fascismes durant l'entre-deux-guerres, ni d'en comprendre certains fondements historiques et idéologiques. De même pour le réveil récent de ces nationalismes au moment où l'Europe se trouve à un nouveau tournant de son histoire. Un constat analogue de discrétion pourrait être fait en ce qui concerne l'antisémitisme, et aussi, d'un autre point de vue, les luttes confessionnelles et l'anticléricalisme.

Il y a bien sûr de nombreux autres exemples de tel ou tel aspect discutable du livre de l'ancien conseiller fédéral. Parmi eux, le chapitre de conclusion intitulé «L'esprit de ce temps», et notamment ses pages sur le réveil religieux de cette fin de siècle (IV, 308-313) : il relève plus d'une réflexion philosophique, d'une profession de foi au ton conservateur, que d'une analyse historique laissant des questions ouvertes. Et l'on peut vraiment se demander si cela est d'une grande utilité pour l'enseignement de l'histoire à de jeunes adolescents.

Car c'est bien là que se situe le problème. Ce double livre a été choisi par une institution scolaire officielle, il est appelé à devenir l'ouvrage de référence pour la dernière année de scolarité obligatoire dans le canton de Genève, et on peut légitimement se demander si une telle dépense en valait vraiment la peine. Au-delà de documents iconographiques d'une qualité indiscutable, d'extraits de textes historiques souvent très utiles même s'ils n'ont guère été mis à jour pour cette nouvelle édition, et de cartes somme toute bien insuffisantes, la jeunesse genevoise ne méritait-elle pas mieux que cette présentation de l'histoire contemporaine qui paraît rétrograde, réductrice et peu susceptible d'ouverture ? Face aux défis que notre société va devoir relever en matière de solidarité, de droits démocratiques, d'environnement ou de tolérance, une connaissance de

l'histoire qui soit aussi attentive aux plus faibles et à leurs points de vue n'est-elle pas indispensable pour les nouvelles générations ? Voilà une question qui concerne parents et enseignants et qu'il est sans doute nécessaire de se poser avant d'utiliser, ne serait-ce que partiellement, le «nouveau» manuel d'histoire de M. Chevallaz...

Charles Heimberg

Une histoire cousue d'or

En ces temps de déficit budgétaire où le Département de l'Instruction publique est contraint à des restrictions qui affectent la mission pédagogique de l'école sans toucher au gonflement de son appareil administratif, les élèves vaudois du secondaire se voient offrir un cadeau généreux: *Histoire du Pays de Vaud* dû à l'historienne Lucienne Hubler. L'appui financier de la Banque Cantonale Vaudoise a permis d'étendre cette largesse à l'ensemble des gymnasiens et apprentis du canton.

Ce nouveau manuel a de nombreuses qualités: langage clair, mise en page aérée, illustration abondante et de qualité. Lucienne Hubler échappe au chauvinisme, elle évite l'écueil de faire de son ouvrage un livre d'images: l'iconographie met en valeur l'apport des archéologues et le travail des archivistes, permettant au jeune lecteur de se familiariser avec le travail de l'historien. Le Moyen Age et le régime bernois — temps forts de l'ouvrage — donnent lieu par un concours heureux du document et du texte, à une évocation suggestive de la réalité sociale et à une détermination intelligible des valeurs collectives.

Hélas, on ne retrouve pas ces perspectives dans la présentation de la période contemporaine. Le XXe siècle — depuis le premier conflit mondial — se réduit à une litanie sur l'essor matériel, à une description formelle et dérisoire des luttes partisans, dans l'absence de références culturelles: un langage technicien où se complaît d'ordinaire l'idéologie nationale.

Le Pays de Vaud perdrait-il de sa saveur en devenant canton suisse? Depuis la grippe espagnole, il est devenu véritablement anonyme. Deux pages étaient consacrées à la généalogie de la Maison de Savoie, comtes et ducs sont cités fréquemment dans les pages sur l'Histoire médiévale et les débuts de l'ère bernoise; les pères de la

Patrie de 1803 ont droit à leurs portraits, leur itinéraire politique est esquissé. Depuis 1918, aucun nom propre n'est retenu à l'exception de Guisan, de Paul Chaudet, et de Gabriel Despland, sauvé de l'oubli par la légende de la photo de l'inauguration de l'Expo de 1964. Aucune société culturelle, scientifique ou sportive ne semble exister; depuis le chapitre sur le XIXe siècle où sous le titre «Le sentiment national et les arts» l'activité artistique est esquissée jusqu'à la création des *Cahiers Vaudois* en 1914, aucun écrivain, peintre, musicien, architecte...

Le discours historique s'inscrit donc dans la tradition de l'historiographie officielle qui tend à réduire le destin collectif à son développement économique, lui-même création spontanée et solidaire de travailleurs sans nom et de patrons sans visage, dans la conformité aux lois immanentes de la nature. En l'occurrence, le texte des pages 170 à 173 consiste en une description si générale de l'évolution économique et sociale, qu'il pourrait s'insérer dans l'Histoire de n'importe quel canton. Quant à l'aperçu de la vie politique, il signale quelques modifications constitutionnelles importantes (introduction de la proportionnelle et suffrage féminin) et se limite par ailleurs à un relevé de l'arithmétique électorale. Les rares commentaires sont forcément réducteurs: «Les communistes, portés par la victoire des troupes soviétiques sur l'Allemagne, obtinrent 42 sièges sur 217 en 1945.»; doit-on imputer le recul des partis bourgeois à la même date à la triste fin du docteur *honoris causa* de l'Université de Lausanne?

On ne s'étonnera pas de la place congrue faite au mouvement ouvrier ni du discours caricatural. Dans la présentation de la grève générale, la mobilisation de l'armée par le Conseil fédéral succède à l'appel à la grève, non l'inverse: une pirouette classique! Pour illustrer l'aspect vaudois de ces événements, l'historienne ne connaît pas d'autres documents que des articles de la *Feuille d'Avis de Lausanne* dont les commentaires véhiculent le point de vue du pouvoir. La réalité économique et sociale est esquissée à très gros traits et avec une ingénuité déconcertante: «L'économie vaudoise a subi les hauts et les bas de la conjoncture générale: les crises de 1921 et des années 30 et le chômage, la reprise de 37 puis les difficiles années de la guerre, l'essor des années 45 à 75 et les suites des chocs pétroliers. Sauf rares exceptions depuis 1945, le climat est à la paix du travail entre patrons et ouvriers, par le biais des conventions collectives», et encore, avec joliesse, «Vacances payées de plus en plus longues, où

l'on part de plus en plus loin, loisirs (l'essor prodigieux du ski, entre autres) développés surtout depuis l'introduction de la semaine dite anglaise (samedi libre), autrefois le luxe d'une minorité, se sont largement répandus. La motorisation massive, l'irruption de la radio puis surtout de la télévision, les achats au supermarché ont modifié la vie quotidienne et familiale. Cette course au bien-être n'est contestée par une minorité que depuis peu.»

Dans cette optique, il devient possible de gommer totalement les tensions politiques de l'entre-deux-guerres, d'ignorer les séductions du fascisme italien sur les partis de la droite vaudoise. Pas un mot n'est dit de la création des différentes ligues, des procès politiques, ni des interdictions. Le silence est total sur les luttes qui ont rendu possible les améliorations sociales et les réformes politiques, qui ne sont signalées que lorsqu'elles deviennent effectives, et apparaissent dès lors comme le fruit de la Providence qui se confond en terre vaudoise avec l'immanence radicale.

Quand on saura que ce nouveau manuel ne correspond pas à un programme défini dans la grille de l'enseignement des écoles secondaires, que le D.I.P. vient de diminuer la dotation horaire de l'histoire pour des raisons budgétaires, on est tenté de penser que cette publication répond d'abord à des mobiles politiques, et l'auteur, dans son avant-propos, «remercie l'Etat de Vaud et le Département d'avoir cédé de bon gré aux pressions plus ou moins vigoureuses qu'ils subissaient depuis plusieurs années et d'avoir décidé de remettre aux élèves un manuel d'histoire cantonale.»

Avec la bonne parole ainsi diffusée, l'*Histoire du Pays de Vaud* permet de surcroît à la Banque Cantonale Vaudoise de manifester sa sollicitude désintéressée pour l'école, et le Conseiller d'Etat Pierre Cevey de noter dans sa préface que, sans cette participation financière, l'ouvrage n'aurait pas «une si belle allure». C'est vrai que le livre brille comme la vitrine d'un changeur: chaque chapitre est introduit par une double-page, à gauche une monnaie occupe toute la page blanche sous le titre, à droite la même photo est reprise dans un format réduit, sur fond d'azur pâle: elle met en évidence les quelques lignes de présentation de la période, telle une enluminure médiévale. Sinon les élèves, du moins les familles on l'espère, apprendront ainsi que la fée qui accompagne la destinée du pays est de l'espèce sonnante et trébuchante.

Michel Busch

